

Ukraine et Russie : pour comprendre. Retour de Marioupol

6 - La guerre de l'information à la russe, et comment s'en défendre

lundi 5 décembre 2016, par [Laurent CHAMONTIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Laurent CHAMONTIN](#), **6 - La guerre de l'information à la russe, et comment s'en défendre**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 5 décembre 2016.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

À l'occasion de l'annexion de la Crimée et de la déstabilisation du Donbass, la Russie a donné l'impression d'avoir passé un cap en matière de guerre de l'information. L'art de la désinformation ne date pas d'hier, néanmoins le développement sans précédent d'Internet et des réseaux sociaux a mis en lumière une tradition de la manipulation spécifiquement russe, liée à l'irresponsabilité traditionnelle de l'État et à l'omniprésence des services secrets. L'Internet russe étant de plus lourdement contrôlé, il s'agit d'une forme de conflit asymétrique, contre laquelle les démocraties doivent apprendre à mieux se défendre.

Le Diploweb.com publie un nouveau livre géopolitique signé Laurent Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre. Retour de Marioupol", éd. Diploweb 2016, ISBN : 979-10-92676-08-2.

« **Я ненавижу сплетни в виде версий** ». « Je déteste les ragots présentés comme des points de vue » (Vladimir VYSSOTSKI).

L'UTILISATION de la désinformation dans un but militaire ou diplomatique ne date assurément pas d'hier : déjà, dans son célèbre ouvrage écrit vers le Vème siècle avant notre ère, le penseur stratégique chinois Sun Zi définissait la guerre comme « *l'art de duper* » [1].

À l'époque contemporaine, il est frappant de constater que [la guerre de l'information](#) apparaît dès l'émergence de l'opinion publique comme force politique, avec les mensonges de la propagande de Frédéric II pendant la guerre de sept ans, qui rencontrent un large écho dans une société française affectée d'une humeur frondeuse [2].

Plus près de nous, en 1939, l'incident de Gleiwitz, au cours duquel un commando de SS déguisés en insurgés polonais prit le contrôle d'une tour de radiodiffusion allemande, servit de prétexte à Hitler pour déclencher la Seconde Guerre mondiale en Europe. Et il est à craindre, ce qui n'est pas à l'honneur d'une grande démocratie comme les États-Unis, que les clichés présentés à l'ONU par Colin Powell pour démontrer l'existence d'armes de destruction massive en Irak et justifier la « *guerre de choix* » de George W. Bush ne relèvent de la même catégorie d'acte hostile.

Comme on le voit, du point de vue des techniques de combat, rien de nouveau sous le soleil.

En fait, l'impression communément ressentie du franchissement d'un seuil en matière de [guerre de l'information](#) lors de la guerre russo-ukrainienne s'explique par au moins deux facteurs : d'abord, par l'exceptionnelle ampleur de la caisse de résonance fournie par Internet et par les réseaux sociaux, dont l'expansion à grande échelle est récente ; ensuite, comme nous allons le montrer maintenant, par la résurgence d'une tradition spécifiquement russe de désinformation, indissociable de la place de l'État dans la société.

La poudre aux yeux : une longue tradition de l'État russe

Comme nous l'avons mentionné en introduction, l'un des éléments les plus caractéristiques de la filiation entre l'Empire et l'URSS est le développement de l'État policier : il semble bien [3] que Pierre le Grand, au début du XVIIIe siècle, soit à l'origine du premier organe connu de police politique au sens moderne du terme, dans un contexte où surveillance mutuelle et

dénonciation institutionnelles sont déjà de règle depuis longtemps.

Une autre caractéristique originale de l'État russe est sa tradition du secret ; de fait, il reste aujourd'hui difficile de déterminer la date exacte de la création de l'organe mentionné ci-dessus, dans la mesure où l'administration ne s'estimait pas tenue de publier ses décisions. La continuité entre cette tradition autoritaire et policière et le totalitarisme à venir est matérialisée par la reprise *mutatis mutandis*, dans les codes criminels soviétiques de 1927 et 1960, de certaines clauses de leur ancêtre de 1845 : celles-ci stigmatisent, de manière d'ailleurs bien vague, ceux qui se risquent à « *affaiblir et saper l'État, jeter le doute et sur lui et lui témoigner de l'irrespect* », avant de détailler les peines, déjà fort lourdes, dont ils se rendent ainsi passibles. C'est ce qui permet à Richard Pipes d'écrire [4] que « *les chapitres 3 et 4 du code criminel russe de 1845 sont au totalitarisme ce que la Grande charte [5] est à la liberté* ».

Le tournant du XX^{ème} siècle, avant même la révolution, est l'occasion d'assister à une expérience pré-totalitaire peu banale, qui nous ramène insensiblement vers notre sujet : avec Sergueï Zoubatov, chef de la section spéciale de l'*Okhrana* [6] entre 1902 et 1904, on sort en effet du cadre strictement défensif de l'État policier pour passer à des formes beaucoup plus sophistiquées de contrôle social.

La création de toutes pièces de syndicats infiltrés par la police permet de capter les ouvriers plus préoccupés par les revendications sociales que par la révolution, et de faire pièce aux mouvements révolutionnaires. L'expérience de Zoubatov finit par être victime de son succès, du fait des entrepreneurs mécontents du soutien apporté par la police à ce mouvement syndical unique en son genre.

On est effectivement sur le chemin du totalitarisme, dans la mesure où il s'agit bien d'une première tentative de l'État pour mettre la vie sociale sous contrôle grâce à l'infiltration des services de sécurité [7], lesquels élaborent ici pour la première fois un attrape-nigaud qui ne restera pas sans postérité.

Opacité soigneusement cultivée, absence de responsabilité vis-à-vis du corps social, emprise de la police politique : tout ceci existait déjà en germe sous l'Empire, mais on ne peut pourtant pas parler à son sujet d'État totalitaire. En effet, le pouvoir était alors limité par un système juridique, certes peu enraciné, qu'il avait bien fallu développer pour intégrer le pays aux échanges internationaux, ainsi que par le souci de sa réputation sur la scène diplomatique ; par ailleurs, la possibilité de voyager à l'étranger, largement utilisée, limitait d'une autre façon le contrôle étatique sur la société. [8]

La révolution fait table rase de tout ceci, ce qui permet aux bolcheviks d'édifier un système cette fois-ci authentiquement totalitaire. La mise en place de celui-ci n'est pas immédiate (elle s'étale de 1917 à 1930 et comporte de nombreux épisodes, dont en particulier la mise au pas de la paysannerie) ; cependant, il est établi que la création d'une police politique hors d'atteinte du pouvoir judiciaire remonte aux premières heures du nouveau régime [9] (ce qui, au passage, suffit à renvoyer au rayon des contes de fées les tentatives de minimiser la responsabilité de Lénine dans la création du totalitarisme soviétique).

C'est ce contexte qui explique la part si importante du théâtre d'ombres orchestré par les organes de sécurité dans l'histoire soviétique - une pratique à laquelle l'absence de réelle démocratisation après la chute de l'URSS a permis de perdurer jusqu'à nos jours comme nous le verrons bientôt. Comme il ne peut être ici question de contrôle parlementaire, d'indépendance de la justice ou de liberté de la presse, les services ont très tôt toute latitude pour manipuler les forces sociales et organiser les mises en scène rendues nécessaires par la

poursuite des objectifs politiques ou diplomatiques du Kremlin.

L'exemple le plus classique nous est fourni par les procès de Moscou (1937 - 1938), où d'authentiques bolchéviks sont sacrifiés sous le coup des inculpations les plus fantaisistes. L'opération permet de fournir une explication par le sabotage aux innombrables ratés d'une modernisation chaotique, de régler des conflits de pouvoir réels ou potentiels dans les [hautes sphères du Kremlin](#), et de renforcer la fidélité à Staline de la génération montante des apparatchiks.

Un livre édité par Diploweb.com via Amazon

La propagande lui assurait que son quartier était bombardé par les forces ukrainiennes, mais elle voyait bien que les tirs venaient des batteries séparatistes.

La révision déchirante qu'a dû opérer cette habitante de l'Est de l'Ukraine pourrait être l'emblème d'une guerre menée sur le terrain médiatique autant que sur le champ de bataille.

Elle illustre avec une acuité particulière la nécessité de revenir sur les faits, mais aussi de comprendre ce qui nous empêche de comprendre - y compris en France.

Ceux qui pensent que tout ceci ne nous concerne pas se trompent. Lourdemment. D'abord parce que Vladimir Poutine est notoirement lié avec l'extrême-droite européenne. Ensuite, mauvaise nouvelle, parce que notre continent est désormais déstabilisé sur son flanc Est comme sur son flanc Sud.

Cet ouvrage offre un panorama complet de la crise russo-ukrainienne, en répondant aux questions fondamentales qu'elle pose : quelles sont les logiques qui sous-tendent l'action de Moscou ? Quelle est la consistance de la jeune nation ukrainienne ? S'agit-il d'une crise géopolitique, ou d'une crise de modernisation ?

Laurent Chamontin né en 1964, est diplômé de l'École Polytechnique. Il a vécu et voyagé dans le monde russe. Il est l'auteur de « L'empire sans limites - pouvoir et société dans le monde russe » (préface d'Isabelle Facon - Éditions de l'Aube - 2014). À la fin de 2015, il s'est rendu à Marioupol pour étudier les répercussions de l'Euromaïdan dans le Donbass.

[Laurent Chamontin, Ukraine et Russie : pour comprendre, éd. Diploweb via Amazon](#) 

La période soviétique fournit ainsi des précédents d'une ressemblance troublante avec certains des événements survenus lors du conflit russo-ukrainien : l'invasion de la Crimée par les « petits hommes verts » illustre cette continuité de manière emblématique, puisqu'elle reproduit à l'identique la technique utilisée en 1924 à Stołpce, ville alors polonaise que des agents du

NKVD infiltrés avaient attaquée, déguisés en paysans biélorusses [10].

Il faut aussi mentionner à ce titre la manière utilisée par l'URSS stalinienne pour mettre la main sur la Pologne à l'issue du second conflit mondial [11] : l'opération s'étale sur plusieurs années, le temps que la solidarité entre alliés contre le nazisme se dissolve dans la Guerre froide, et que les Occidentaux mettent un mouchoir sur leur engagement en faveur du gouvernement polonais en exil à Londres. Cependant, dès 1944, la prise de contrôle de la vie politique par la police secrète est à l'œuvre, le ministère de l'intérieur du nouveau régime, ainsi que celui de la défense, étant placés d'emblée sous le contrôle des Soviétiques et de leurs comparses locaux. Après élimination des opposants et prise de contrôle des organisations sociales, il ne reste plus à la Pologne, que rien ne prédestinait à être communiste si ce n'est sa position géographique au voisinage de la Russie, qu'à devenir pour cinquante ans une « démocratie populaire ».

La guerre de l'information à la russe à l'ère des médias de masse

À l'ère où l'information transite massivement par les étranges lucarnes et les écrans d'ordinateur, l'un des premiers exemples marquants de manipulation par les organes de sécurité paraît bien être le rôle qu'ils ont joué dans l'accession de Vladimir Poutine à la magistrature suprême [12].

Nous sommes en août 1999. Un Boris Eltsine bien fatigué achève son second mandat présidentiel ; il n'a pas le droit de se représenter, et nomme ledit Poutine - alors un parfait inconnu pour le public russe - au poste de Premier ministre. La popularité de celui-ci va avoir l'occasion de croître avec les hostilités résultant du raid islamiste qui a lieu au Daghestan [13] en août et septembre. Finalement, les auteurs de celui-ci arrivent sans encombre à rejoindre la Tchétchénie voisine, ce qui peut laisser suspecter une manœuvre du GRU [14] pour mieux désigner cette dernière comme cible d'une reconquête et relancer la guerre.

Mais c'est surtout avec la vague d'attentats meurtriers qui frappe la Russie en septembre que le nouveau venu va pouvoir se faire un nom et une image d'homme fort dans l'opinion publique russe ; c'est à ce moment qu'il déclare, à propos des supposés terroristes tchétchènes : « *on ira les buter jusque dans les chiottes* ».

Il n'y a certes pas que Vladimir Poutine pour utiliser la grossièreté ou l'outrance afin de marquer les esprits des téléspectateurs. Cependant, ce type de grosse ficelle est d'un usage particulièrement fréquent dans le cadre du populisme débridé qui a cours jusqu'à aujourd'hui en Russie.

Cette stratégie d'image agressive est portée par l'empire médiatique de l'oligarque Boris Berezovski, qui joue alors au faiseur de roi ; elle est surtout providentiellement aidée par les attentats évoqués plus haut, dont il y a peu de doutes [15] qu'ils aient été orchestrés par le FSB [16]...

La deuxième guerre de Tchétchénie apparaît ainsi comme une étape majeure dans l'instauration d'un État autoritaire. L'installation de Vladimir Poutine aux commandes se fait au son du canon et s'appuie sur un matraquage médiatique peu subtil dont l'habitude avait déjà été prise lors de la campagne présidentielle précédente. Pour autant, il apparaît que ce succès intérieur de la manipulation télévisuelle mise en scène avec le soutien des services secrets ne satisfait pas pleinement à Moscou, dans la mesure où les Tchétchènes se montrent les plus habiles dans la glorification des « *combattants de la liberté* » sur Internet [17].

Cette infériorité tactique, également constatée dans une certaine mesure lors de la guerre de Géorgie (2008), va conduire le Kremlin à réactiver les pratiques soviétiques en matière de propagande et à formuler une doctrine de la guerre de l'information, définie comme « *la confrontation dans l'espace informationnel entre deux États ou plus en vue d'endommager les systèmes, processus et ressources informationnels d'importance critique [...], d'affaiblir le système politique, économique et social, d'effectuer un lavage de cerveau massif de la population pour déstabiliser la société et l'État, ainsi que de contraindre l'État à prendre des décisions dans l'intérêt de la partie adverse* » [18].

Cette guerre se caractérise par la relative indistinction entre champs de bataille intérieur et extérieur : dans les deux cas, il s'agit de contrer les opposants aux actions de l'État russe, dont il est bon de rappeler à ce point qu'il ne connaît pas les contrôles institutionnels et craint comme la peste les mouvements spontanés du type « printemps arabe ». Sur le théâtre intérieur, la militarisation se traduit par un contrôle accru sur les médias et les fournisseurs d'accès, sur les plans législatif, policier et capitalistique, ainsi que par le blocage pur et simple des contenus jugés hostiles ; à destination de l'extérieur, la nouveauté la plus marquante est la mise en place de la désormais célèbre « *usine à trolls* » de Saint-Pétersbourg, dont les liens avec l'État russe ont été établis, et dont les quelques 600 membres sont chargés de mettre en œuvre la politique informationnelle du Kremlin sur Internet [19].

Comment s'en défendre ?

Les jeux d'influence, tant qu'ils restent cantonnés au cadre fixé par la loi, sont certes une composante légitime de l'action extérieure des puissances - il n'y a par exemple rien à redire au fait que la Russie utilise ses moyens audiovisuels extérieurs pour promouvoir sa politique à l'étranger. Néanmoins, il faut bien voir encore une fois que nous avons affaire à un État libre de tout contrepoids institutionnel, qui n'hésite pas à recourir à la désinformation, à la manipulation, à la provocation verbale et à l'intimidation [20], dont les messages rencontrent un écho important dans des sociétés parfois mal immunisées contre leurs effets.

Il est bien évident que face au monolithisme de la propagande russe, la fragmentation constitutive des sociétés démocratiques constitue à première vue un handicap tactique ; le type d'offensive auquel nous avons été confrontés lors du conflit russo-ukrainien a ainsi mis en évidence des clivages assez préoccupants pour la bonne santé des démocraties libérales, confrontées à une vague populiste dont il ne faut pas sous-estimer le potentiel déstabilisateur.

Cette tentation s'épanouit dans ce qui fait à la fois la grandeur et la limite de la démocratie authentique, à savoir la place laissée aux opinions les plus négatives et les plus fantaisistes ; aussi nos sociétés pullulent-elles d'activistes qui n'ont d'autre ambition que de condamner les institutions qui leur permettent pourtant de s'exprimer.

Dans le cas qui nous occupe, cette attitude crée une dissymétrie fondamentale, dans la mesure où il est bien sûr infiniment plus difficile de critiquer depuis Moscou le régime de Vladimir Poutine que de faire la même chose à Paris à propos du locataire de l'Élysée - une faille qui est du pain béni pour la propagande et ses réseaux, qui irriguent la France en profondeur [21].

Dans notre pays, cette tendance se double d'ailleurs d'un antiaméricanisme qui va très au-delà de la saine critique d'un partenaire stratégique ; cette déplorable manie hexagonale conduit à négliger dangereusement ce qui se passe au flanc oriental de l'Europe, pour se perdre dans un récit héroïque où la résistance à l'impérialisme supposé de Washington permet à Astérix de prendre une pose avantageuse.

Il nous faudra revenir sur ces points faibles au chapitre suivant ; pour l'heure, c'est vers la résilience des médias qu'il nous faut tourner notre attention. Ceux-ci sont, à certains égards, mal préparés à supporter une offensive de ce type, dont l'effet, en cas de naïveté ou de désinvolture, est le recyclage sans crier gare des dépêches les plus impudentes de la propagande russe. L'application du principe d'égalité entre les sources ne doit pas empêcher d'exclure celles qui mentent effrontément.

Encadré 7

Sabordage des *Mistral* : Comment les médias français ont été manipulés

par Bernard Grua, porte-parole du collectif "No Mistral for Putin"

Article paru sur http://www.lexpress.fr/actualite/comment-le-kremlin-instrumentalise-l-opinion-francaise_1682920.html, 26 mai 2015.

La fable de l'immersion en haute mer des BPC (Bâtiments de Projection et de Commandement) *Mistral* de Saint-Nazaire est un exemple concret de la façon dont le Kremlin utilise ses réseaux d'information et ses relais locaux pour orienter l'opinion française dans un sens qui lui est favorable, tout en créant des opportunités politiques pour ses soutiens hexagonaux.

Naissance d'une rumeur

Le 6 mai 2015, *Sputnik*, organe d'information du Kremlin, titre : « *Paris pourrait détruire les Mistral commandés par Moscou* ». L'article brosse un tableau assez large du litige *Mistral*, en décalage par rapport au titre. Il se contente de citer un article du *Figaro* dont il extrait deux phrases : "*Paris étudie la possibilité de détruire les porte-hélicoptères Vladivostok et Sébastopol en cas de leur non-livraison à la Russie. Les deux navires pourraient ainsi être sabordés en pleine mer.*"

Le *Figaro* qualifiait cette hypothèse d'impensable, ce que *Sputnik* se garde de signaler. Ce dernier s'appuie de plus sur le fait que le quotidien citerait "*un officier de l'armée française proche du dossier*", alors qu'il ne citait que des sources anonymes, pas nécessairement militaires et en tout cas non-officielles. La rumeur est lancée.

D'autres journaux feront leurs titres d'un sabordage des *Mistral* tout en citant *Sputnik*. Le même jour, TASS, lui aussi organe d'information du Kremlin, titre, en anglais, sur un sabordage des BPC : TASS sous-titre qu'une autre solution envisagée par Paris est de détruire ces navires. Peu importe si le corps de l'article apporte des nuances en disant que ces options sont inenvisageables. Sur les réseaux sociaux, prompts à s'enflammer, on partage et on commente des titres sans pour autant lire le détail des textes. *Russia Today* est tout aussi direct : "*La France est prête à couler les Mistral*". La mécanique s'enclenche. Les presses ukrainienne et britannique y succombent aussi.

Une hypothèse d'école noyée et démentie dans un article du *Figaro*, est, en moins de 24 heures, devenue une rumeur qui s'inscrit durablement dans le bruit de fond. Les relais s'y emploient. Les sites complotistes et les blogs extrémistes vont largement en reprendre le message. *Sputnik* en sera le chef d'orchestre. La rumeur va bientôt devenir une vérité énoncée par la France. Le 7 mai, *Sputnik* peut finalement asséner : "Va-t-on couler les *Mistral* non livrés à la Russie ?"

Relais Front National

Sputnik, canal privilégié des "informations" que le Kremlin diffuse en France, tend souvent son micro au FN. De son côté, ce dernier s'en sert fréquemment pour justifier ses dires. *Sputnik* nous explique, le 8 mai 2015, en s'appuyant sur l'élu local FN Gauthier Bouchet, que "*couler les Mistral pourrait provoquer des tensions sociales*". De son côté, le Front National publie en s'appuyant sur *Sputnik* : "*G. Bouchet : Couler les Mistral pourrait accroître les tensions sociales à Saint-Nazaire*".

Le 10 mai 2015, *Sputnik* renouvelle le message : "*Mistral : Tous au sabordage ! Parés à la manœuvre !*" Le site ajoute : "*Et voici qu'on apprend que les Américains seraient en état d'obliger les Français à... faire couler leurs propres bateaux !*" Toujours en citant ce même article du *Figaro* paru cinq jours avant, qui pourtant, n'en faisait pas état. Le message répété est devenu une vérité.

Le 17 mai 2015, *Sputnik* donne le sceau officiel à ce qui est devenu "la vérité". Il mentionne l'amiral Bernard Rogel, chef d'État-Major de la Marine (CEMM), sans rapporter exactement les propos qu'il a tenus au journal *Le Monde*, et annonce que "*la France n'a pas besoin des Mistral russes*". Immédiatement après, le sous-titre devient : "*Les militaires français estiment que les porte-hélicoptères doivent être sabordés en mer.*" Pour le coup, aucune source n'est citée. De là à imaginer que ce sont les propres dires du CEMM, il n'y a qu'un pas que *Sputnik* franchit le même jour dans sa traduction de l'article en allemand. "*Französischer Admiral zu Mistral-Affäre : Versenkung wäre die beste Lösung*" ("Un amiral français au sujet de l'affaire *Mistral* : le naufrage serait la meilleure solution").

Le 19 mai, *Sputnik* demande : "*La saga des Mistral toucherait-elle à sa fin ?*" Et de citer le président des Jeunes Droite Populaire, Pierre Gentillet. "*Le sabordage des BPC Mistral serait une solution d'échec. Avant de penser ce que nous ferons en cas de non-livraison des navires, concentrons nos espoirs dans l'hypothèse d'une livraison (même tardive) des Mistral.*" Effectivement, on peut, maintenant, se demander si une livraison ("même tardive") des BPC ne serait pas une alternative plus raisonnable que le coût exorbitant d'un dédommagement de la Russie face un sabordage impossible pourtant devenu, dans les esprits, inéluctable.

Dans un nouvel article, *Sputnik* écrivait le 20 mai au détour d'une question : "*On est en rapports permanents avec toute l'équipe FN (Front National) en Bretagne - Jean-Claude Blanchard, Christian Bouchet et d'autres personnalités*". Le même jour le Front National Saint-Nazaire communique : "*La solution la plus probable à ce stade est de saborder les navires en mer, ce qui coûterait à l'Hexagone quelque 20 millions d'Euros.*" Et conclut, le 22 mai : "*Signez l'appel pour la levée des sanctions et la livraison des Mistral à la Russie.*"

Cet exemple concret montre le talent, le relais et la logistique des organes de propagande du Kremlin pour manipuler les médias et opinions publiques étrangères dans un sens qui lui est favorable. Il confirme que toute information ayant trait à la Russie doit être prise avec précaution.

Par ailleurs, dans un Monde où la circulation instantanée de l'information est de règle, il faut encore mentionner le tic, particulièrement dommageable dans le cas qui nous concerne, qui consiste à appliquer sans discernement un schéma explicatif simpliste à base d'« ethnies rebelles » en lutte pour l'indépendance contre le gouvernement central, de la Centrafrique aux Philippines en passant par l'Ukraine.

La presse de qualité fait plus généralement face à un handicap tactique objectif, dans la mesure où la vérification d'un fait prend du temps : il ne faut pas espérer qu'un événement organisé par les services secrets russes soit déchiffrable instantanément, et qu'aller interviewer quelques acteurs soumis à l'intimidation dans des zones mal couvertes puisse suffire à combler ce handicap.

Cette constatation devrait conduire à une réflexion sur les règles éthiques du journalisme : à côté du nécessaire recoupement des sources, il faudrait à l'avenir être capable de mettre en œuvre d'autres techniques de production de l'information, dans le cas où celui-ci n'est pas possible.

Ainsi, dans l'exemple de l'invasion de la Crimée par les « *petits hommes verts* », la mobilisation du savoir sur l'incident de Stolpce mentionné plus haut aurait permis de titrer dès le premier jour « *Les soldats russes envahissent la Crimée* », quitte à devoir expliquer comment cette affirmation est étayée. Le thème de la coopération entre le monde de la presse, les armées et les services de renseignement des pays démocratiques, pourrait également faire l'objet d'utiles réflexions.

Reste encore à évoquer la question des organisations et de leur dimensionnement : qu'il s'agisse de mobilisation spontanée ou que les gouvernements y prennent leur part, il est nécessaire de réfléchir à la mise en place de dispositifs de contre-propagande, ce que les Ukrainiens ont déjà entrepris sous la pression des circonstances [22]. Ceux-ci devront être capables de produire des contenus de qualité et de les diffuser dans les médias et sur Internet, ce qui suppose d'y adjoindre des collaborateurs de qualité, munis des compétences linguistiques idoines.

Il serait également possible de réfléchir à une offre de presse qui privilégie le suivi quotidien de thèmes bien identifiés, plutôt que le sensationnalisme qui est aujourd'hui de règle, et qui va à l'encontre de toute hiérarchisation de l'information. Un pays comme l'Ukraine, dont la France ne devrait pas se désintéresser, peut aujourd'hui disparaître des radars médiatiques sans préavis, alors même que les événements suscités par la révolution de 2014 continuent d'y suivre leur cours.

D'où l'idée d'un média qui ferait une part réduite aux événements à fort contenu émotionnel (la mort d'une personnalité célèbre en fait partie) pour se concentrer par exemple sur les évolutions politiques de l'Europe et ses confins. Peut-être un tel concept pourrait-il trouver son public [23].

Mentionnons enfin le besoin, lié à l'explosion des réseaux sociaux, de détecter les tentatives de les manipuler : sans s'aventurer très loin sur ce sujet technique, il est aujourd'hui clair que certains messages peuvent être démesurément amplifiés par des manipulations purement artificielles, de manière à leur donner une notoriété très supérieure à leur audience réelle [24] et à créer ainsi un effet d'entraînement.

La nouveauté de la crise russo-ukrainienne, en matière de guerre de l'information, est en fait l'interpénétration inédite de deux systèmes culturels complètement différents, permise par le développement sans précédent d'Internet et des réseaux sociaux. Au total, face à ce qui constitue de fait l'intrusion des méthodes de propagande d'une puissance étrangère qui ne se reconnaît aucun contrepoids institutionnel, les démocraties, y compris l'Ukraine, n'ont pas trop mal résisté. Comme mentionné précédemment, l'arme de la propagande russe a fait long feu dans le Donbass, ce qui a contraint le Kremlin à son intervention militaire rampante. Et un sondage de décembre 2014 montrait que 64 % des Français considéraient le conflit en cours comme un conflit entre l'Ukraine et la Russie, tandis que 84 % pensaient que la Russie y avait joué un rôle actif [25].

L'une des ressources des sociétés libérales, l'autonomie du citoyen, a d'ailleurs fait merveille en la circonstance, et, comme nous l'avons déjà indiqué, c'est un groupe d'activistes britanniques, connu sous le nom de *Bellingcat*, qui a mis au point une méthode d'analyses des indices laissés sur Internet par les affidés du Kremlin - ladite méthode ayant permis de réfuter systématiquement les mensonges proférés par les officines russes au sujet de la destruction du vol MH17 de la *Malaysian Airlines* [26]...

Il n'en reste pas moins que les enseignements de cette crise en matière de guerre de l'information ne doivent pas être perdus, dans la mesure où, comme nous l'avons mentionné plus haut, la Russie va sans doute continuer pendant plusieurs années à constituer une menace pour la sécurité de l'Europe.

Copyright 2016-Chamontin/Diploweb.com

P.-S.

Laurent Chamontin né en 1964, est diplômé de l'École Polytechnique. Il a vécu et voyagé dans le monde russe. Il est l'auteur de « L'empire sans limites - pouvoir et société dans le monde russe » (préface d'Isabelle Facon - Éditions de l'Aube - 2014).

Notes

[1] SUN ZI, L'art de la guerre, trad. Valérie Niquet, Economica, 2012.

[2] Edmond DZIEMBOWSKI, La guerre de Sept Ans - 1756 - 1763, Perrin, 2015.

[3] Richard PIPES, Histoire de la Russie des tsars, op.cit.

[4] Idem.

[5] La Magna carta de 1215, octroyée par Jean sans Terre aux barons anglais, qui limite l'arbitraire royal.

[6] Police secrète de l'empire russe.

[7] Richard PIPES, op.cit.

[8] Idem

[9] La création de la Tchéka, le 7 décembre 1917, ne fit significativement l'objet d'aucun décret. Cf. Orlando FIGES, La révolution russe, chap. 11.

[10] Sabine DULLIN, La frontière épaisse - Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940), Éditions EHESS, 2014.

[11] Anne APPLEBAUM, Rideau de fer - l'Europe de l'Est écrasée - 1944-1956, trad. par P. - E. Dauzat, Grasset, 2014.

[12] Régis GENTÉ, Poutine et le Caucase, Buchet Chastel, Paris, 2014.

[13] République de la Fédération de Russie située au nord-est du Caucase, au bord de la mer Caspienne.

[14] Главное Разведывательное Управление : les renseignements militaires russes.

[15] Régis GENTÉ, op.cit.

[16] Федеральная служба безопасности : Service fédéral de sécurité, le successeur du KGB.

[17] Julien NOCETTI, « Guerre de l'information : le web russe dans le conflit en Ukraine », Focus stratégique, n° 62, septembre 2015.

[18] « Vues conceptuelles au sujet des activités des Forces armées de la Fédération de Russie dans l'espace informationnel », 2011 (document officiel russe cité dans J. NOCETTI, op.cit.).

[19] Julien NOCETTI, op.cit.

[20] Idem.

[21] Cécile VAISSIÉ, Les réseaux français du Kremlin, Éd. Les petits matins, 2016.

[22] Julien NOCETTI, op.cit.

[23] C'est d'ailleurs une direction que semble emprunter le New York Times : « Benjamin Mullin, « The New York Times of the future is beginning to take shape », <http://www.poynter.org/2016/the-new-york-times-of-the-future-is-beginning-to-take-shape/413097/>

[24] <http://rue89.nouvelobs.com/2015/08/11/telavivsurseine-dun-tweet-a-bfmtv-lastrourfing-mod>

[e-demploi-260700](#) et pour aller plus loin : « Cartographier la « guerre informationnelle » russe : quelques pistes » ; Kevin LIMONNIER, 06 novembre 2015, <http://villesfermees.hypotheses.org/378>

[25]

http://www.bva.fr/data/sondage/sondage_fiche/1645/fichier_bva_-_enquete_dopinion_aupres_des_francais_sur_lukraine_-_decembre_2014fc742.pdf

[26] <http://www.newsweek.com/meet-eliot-higgins-putins-mh17-nemesis-345485>